



27 ans au service
de la pêche artisanale

N° 44 | Décembre 2013 | ISSN 0973-1164

Yemaya

BULLETIN DE L'ICSF SUR LES QUESTIONS DE GENRE DANS LA PÊCHE

Éditorial

Dans le contexte actuel de mondialisation rapide et inégalitaire, de réchauffement climatique aussi, toute forme d'organisation de communautés marginalisées constitue un redoutable défi. C'est encore plus vrai lorsque cela concerne les femmes de communautés de pêche artisanale, confrontées à des structures capitalistes qui refusent de leur accorder une visibilité sociale, de justes salaires, des services essentiels, et aux pratiques patriarcales du secteur de la pêche, au sein même de leurs communautés et de leurs familles. Le processus d'organisation rencontre donc bien des difficultés et oblige souvent à faire des compromis stratégiques.

Ce numéro de Yemaya décrit trois modèles d'organisation, appliqués dans trois systèmes différents d'économie politique. Qu'il s'agisse de l'Articulation nationale des femmes de la pêche (ANP) au Brésil, d'AKTEA en Europe ou de SEWA (Association des travailleuses indépendantes) en Inde, leur point commun est le mot fédération. Ces trois modèles mettent en évidence le point suivant : les efforts d'organisation isolés sont évidemment importants mais, au bout d'un certain temps, c'est seulement en se fédérant que les diverses structures acquièrent tout leur poids politique, en établissant des contacts avec des organismes partageant les mêmes aspirations, en constituant une force collective fondée sur un langage commun, des objectifs communs, des stratégies communes.

Autre point commun à ces trois exemples, la nécessité de durer : en l'absence d'appui (social, politique, économique), le processus d'organisation peut se trouver sérieusement menacé. Le réseau européen AKTEA est confronté à une importante pénurie de ressources, tandis que l'émergence de l'ANP peut s'expliquer par un contexte politique plus favorable au Brésil sous le gouvernement Lula. Et en Inde, la SEWA semble avoir atteint une certaine viabilité économique dans ses propres structures, en générant des ressources financières via ses diverses activités coopératives autosuffisantes.

Tous les efforts d'organisation sont confrontés à des difficultés. Certaines sont internes et concernent la structure, le fonctionnement ; d'autres sont externes et découlent du libre-échange débridé et de la marchandisation incontrôlée que l'économie mondiale néolibérale d'aujourd'hui cherche à promouvoir de façon si agressive. Dans le cas de l'Europe, la commercialisation des pêches a déjà provoqué un tel degré de marginalisation de la petite pêche artisanale qu'une structure comme AKTEA a bien du mal à trouver tous les appuis indispensables pour maintenir le dynamisme du réseau. En Inde, le problème pour la SEWA et son modèle coopératif sera d'éviter de reproduire les modes de fonctionnement du secteur privé. Et finalement l'expérience de l'ANP au Brésil montre que le système de représentation ne peut pas reposer sur de hauts responsables uniquement mais doit avoir une large assise afin d'assurer des prises de décision réellement participatives au sein des fédérations et des réseaux.

Aujourd'hui à travers le monde, via diverses organisations, unions syndicales, réseaux et coopératives autonomes, des femmes de la pêche se rassemblent pour que les choses évoluent. Malgré les compromis qu'on serait amené à faire dans ce processus éminemment important, à mesure que les structures grandissent et se rapprochent pour avoir plus de poids, il faut absolument garder le souci de la démocratie et de l'égalité. ❧



| | |
|---------------------------------|----|
| Brésil | 2 |
| Profil | 3 |
| Quoi de neuf sur le web ? | 4 |
| Belgique | 5 |
| Australie | 6 |
| Dates | 7 |
| Inde | 9 |
| Q & R..... | 11 |
| Mama Yemaya..... | 11 |
| Yemaya Recommande..... | 12 |

La problématique de genre

Réunion des responsables de l'Articulation nationale des femmes de la pêche (ANP) pour parler d'activités et de mobilisation

Náina Pierri (pierrinaia@gmail.com), professeure à l'Université fédérale du Paraná (UFPR), Membre de l'ICSF, et **Natalia Tavares de Azevedo** (nataliatavares@ufpr.br), chercheuse à l'UFPR, Brésil

Depuis le milieu des années 1970, les femmes de la pêche du Brésil sont en train de s'organiser. Ce processus a fait une avancée significative au cours de la dernière décennie, depuis les conférences nationales sur la pêche organisées par le gouvernement de l'ancien Président, Luiz Inácio Lula da Silva, entre 2003 et 2006, ce qui a donné aux femmes l'occasion de se rencontrer et de discuter de leur situation dans le cadre des divers États et au niveau national. Cela a conduit à la formation de l'Articulation nationale des femmes de la pêche (ANP) en 2006 lors de la première Réunion nationale des femmes de la pêche qui se tenait à Recife, au Pernambuco. Cette structure a rapidement obtenu des soutiens dans les États, particulièrement au nord-est et dans certaines parties du nord, du sud-est et du sud.

En avril 2010, les responsables de l'ANP ont aidé à la création du Mouvement des hommes et femmes de la pêche artisanale du Brésil (MPP) à Acupe, au Bahia. Depuis, le MPP et l'ANP ont vigoureusement défendu la pêche artisanale et les droits de ses communautés.

En mai 2010, la deuxième Réunion nationale de l'ANP a eu lieu dans la localité de Fortim, au Ceará, pour examiner les progrès réalisés depuis 2006 (voir Yemaya n° 34). En juin 2012, lors de la troisième Réunion de l'ANP à Cabedelo, État de la Paraíba, sur le

thème *Pêche, santé et bien-être*, les discussions portaient donc principalement sur la santé des femmes, sur les carences du système de santé, sur les difficultés des femmes en matière de sécurité sociale. Il a été décidé que les efforts de mobilisation de l'ANP au cours des deux années à venir porteraient sur ces aspects.

Les réunions nationales de l'ANP se tiennent tous les deux ans pour analyser la situation des femmes et fixer les priorités pour la période de deux ans suivante. Des réunions de coordination avec les responsables des États ont lieu deux fois par an afin d'évaluer le niveau d'application des décisions nationales dans la cadre de chaque État, de parler des résultats obtenus et des directions à prendre.

Il y a eu deux réunions de coordination en 2013 (juin et octobre). La suite du présent compte-rendu traite de la seconde.

Ayant pour objectif de renforcer l'organisation des pêcheuses artisanes brésiliennes, organisée avec le soutien de l'ICSF et du CPP (Conseil pastoral des pêcheurs), cette réunion devait se tenir du 21 au 23 octobre, avec la participation de quelque 25 responsables venues de 11 États du Brésil.

Il s'agissait principalement de faire le point sur les progrès réalisés en matière de politiques de santé professionnelle pour les femmes de la pêche, de prévoir des améliorations concernant l'accès de ces femmes aux droits sociaux, de fixer la date de la prochaine réunion nationale. Il s'agissait également d'échanger (tout particulièrement dans l'optique des femmes) sur le Programme d'action relatif à la problématique de genre (2010) de l'ICSF et sur le processus préparatoire des *Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté*, lesquelles sont en cours d'élaboration à la FAO.

Quand la réunion a commencé, 11 responsables venues de 8 États, 3 membres du CPP, 2 membres de l'ICSF du Brésil et 2 chercheurs d'universités locales avaient pu finalement venir. Bon nombre de responsables étaient absentes apparemment parce que cette réunion suivait de trop près une mobilisation organisée par le MPP avec d'autres mouvements sociaux brésiliens contre certaines mesures gouvernementales, notamment la privatisation d'espaces aquatiques (voir Samudra News Alerts du 25 octobre 2013, <http://www.icsf.net/en/samudra-news-alert/article/detail/50965-25-years-of-cit.html?language=EN>).

NAÍNA PIERRI



À Olinda, au Pernambuco, réunion de coordination de l'ANP dans le local des pêcheurs, octobre 2013

La première journée a commencé par un rapport sur la situation générale de la pêche artisanale dans chaque État. Chacune des responsables a parlé de sa participation à la Campagne nationale pour la régularisation des territoires de pêche, qui est une grande mobilisation nationale lancée conjointement par le MPP et l'ANP depuis juin 2012 (voir revue SAMUDRA n° 62). Elles ont aussi échangé leurs observations et conclusions concernant les maladies professionnelles dont souffrent des femmes de la pêche dans leurs communautés.

L'ANP a réclamé une reconnaissance officielle de ces pathologies, par les systèmes de santé et de sécurité sociale tout particulièrement. C'est

une demande vitale pour la prévention et l'atténuation des pathologies, et les pêcheuses pourraient ainsi bénéficier de prestations en matière de santé au travail et d'accident.

Au cours des années passées, en collaboration avec le CPP, une équipe médicale a mené une enquête épidémiologique à Bahia sur les maladies professionnelles des récolteuses de coquillages et crustacés et sur la qualité des services de soin disponibles. Un livret spécial sur la santé des pêcheuses a été préparé, et l'ANP l'a utilisé pour mener des débats avec les communautés et pour persuader des équipes médicales universitaires dans d'autres États de procéder à des enquêtes semblables. Lors de la réunion de coordination de l'ANP de juin 2013, les participantes ont

Lakshmi pourrait probablement ramasser des algues tout en dormant car elle avait seulement 10 ans quand tout cela a commencé, et elle a maintenant 52 ans, et encore toute sa jeunesse. Elle travaille dans le Golfe de Mannar, au sud de l'Inde.

C'est une baie peu profonde, située plus exactement sur la côte sud-est du pays, où l'on a recensé plus de 3 000 espèces diverses, y compris dugongs (vaches de mer), tortues et plantes marines. Les populations de pêcheurs du littoral vivent de la biodiversité de cet environnement. En 1986, une partie du Golfe comprenant 21 îles a été déclarée Parc national marin, ce qui signifie que tout

ça, c'était bien pénible, et ça brûlait à cause des épices ! »

Du temps où elle était petite, il y avait seulement une cinquantaine de personnes du village à aller ramasser des algues. Elles louaient un catamaran et se rendaient sur les îlots de Krusadai et Muyal. À mesure que la population augmentait, il y avait aussi de plus en plus de personnes à aller aux algues. « Il y a six ans environ, nous avons décidé qu'il fallait réglementer cette activité. Il n'y avait pas autant de goémon qu'avant, et on commençait à avoir beaucoup de difficultés avec la Direction des forêts, à cause de l'interdiction d'entrer dans le parc national ». Le politicien et la police du secteur ont discuté de la situation avec les villageois, qui ont décidé de bien gérer cette ressource. Dans son village de Chinnappalam, on a le droit de pêcher seulement douze jours dans le mois : six à la pleine lune, six à la nouvelle lune. Il y a aussi 45 jours d'interdiction totale de collecte. Et si une personne manque un jour, elle n'a pas le droit de récupérer ce temps.

Quel sera l'avenir ? Lakshmi dit que les récolteuses de son village envisagent de collaborer avec les autres villages et d'élaborer un plan de gestion élargi à toute la région. « Lors d'une récente réunion avec des scientifiques et l'ICSE, diverses idées ont été débattues, par exemple respecter une rotation des prélèvements autour de l'île pour faire en sorte que chaque secteur soit exploité seulement une fois tous les cinq mois... Pour le moment, il n'y a que mon village à suivre cette règle librement imposée. Nous devrions parler à toutes les récolteuses de la région pour voir ce qu'il est possible de faire ».

Lakshmi continue : « Ma fille est mariée et vit ailleurs. Il n'y a donc personne à la maison pour continuer cette activité après moi. Mais il y a d'autres jeunes à qui on aimerait transmettre une ressource durable ». ❏

PROFIL

Une jeunette de 52 ans !

Lakshmi, récolteuse d'algues, veut établir une façon durable d'exploiter cette ressource

Sumana Narayanan
(sumananarayanan@gmail.com), Associée de programme à l'ICSF

prélèvement y est interdit selon la législation indienne. Comme ces îles étaient fréquentées par les communautés de pêche depuis des générations, la collecte d'algues et diverses autres activités de subsistance ont continué pendant des années après ce classement en zone protégée. C'est seulement à partir de 2000 que la réglementation a commencé à s'appliquer sérieusement.

Quand elle était petite, suivant l'exemple de sa mère, de sa sœur et d'autres femmes de la communauté, Lakshmi est allée aussi dans les îles voisines prélever des algues, apprenant à nager en observant les plus âgées. Sans lunettes, sans palmes ni équipement de protection, ce n'était pas une opération facile. « À pied d'œuvre, on tâtonnait pour saisir à main nue les algues, raconte-t-elle. On revenait à la maison avec des coupures aux mains, à cause du corail. Pour cuisiner et manger après

L'ANP a réclamé une reconnaissance officielle des maladies professionnelles dont souffrent des femmes de la pêche artisanale.

discuté des façons de tirer parti de ce document, notamment pour faire pression sur les fonctionnaires gouvernementaux. Les progrès réalisés sur ces questions sont alors abordés.

Le deuxième jour, les activités du groupe ont continué. L'avancée la plus importante signalée a été une réunion avec le Ministère de la santé à Brasília, le 9 septembre. Des membres de l'ANP et du CPP, des médecins qui avaient participé à la préparation du livret ont présenté aux fonctionnaires rencontrés la situation sanitaire des femmes et des hommes de la pêche. Le Ministère acceptait alors d'entreprendre une vaste étude épidémiologique dans onze États en se fondant sur l'enquête de Baía. Il acceptait en outre d'inclure dans les formations sur la santé au travail des éléments concernant la santé des pêcheurs.

Le deuxième jour également, Náina Pierri, Membre brésilienne de l'ICSF, fait un exposé sur le Programme d'action de l'ICSF relatif à la problématique de genre, en expliquant comment il a été formulé et comment cela concerne la lutte des femmes de la pêche au Brésil. Dans un autre exposé, Beatriz Mesquita, également Membre de l'ICSF, parle du processus d'élaboration des Directives sur les pêches artisanales (SSF), en rappelant la consultation qui a eu lieu au Brésil dans ce cadre et en expliquant comment ces Directives traitent de la question des femmes. Les responsables présents à la réunion ont manifesté un grand intérêt pour ces deux aspects. À notre avis, au cours des années passées, et cela largement grâce à l'aide de l'ICSF,

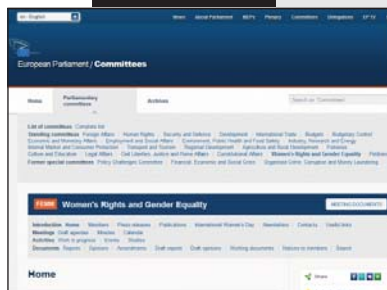
ces mouvements ont acquis une meilleure compréhension des combats menés au niveau international pour la défense des pêches artisanales et de la justice pour les femmes.

La dernière séance est consacrée au choix des dates pour les prochaines réunions, en particulier la quatrième Réunion nationale de l'ANP, laquelle se tiendra donc les 25-29 août 2014 au Paraná en présence d'une cinquantaine de responsables et de sympathisants. L'objectif principal sera d'évaluer l'évolution de l'ANP depuis son lancement et de redéfinir ses priorités et son programme d'action. À cette fin, il y aura une réunion de coordination préparatoire les 15-16 mars 2014 et un certain nombre de rencontres au niveau des États. Les thèmes proposés sont les suivants : Quels sont les principaux résultats obtenus par les femmes de la pêche au cours des dix dernières années ? Quels sont les principaux problèmes de l'heure ? Quelles sont les principales revendications de l'ANP pour les années à venir ? Quelles doivent être les priorités pour un renforcement des organisations de femmes ?

Après la présentation des comptes et une évaluation de la réunion, a lieu une cérémonie de clôture simple, avec toutes les participantes entonnant un beau chant qui évoque leur lutte. À notre avis, bien que beaucoup n'aient pas pu venir, cette rencontre a été très productive. Elle a bien contribué à consolider l'organisation des femmes de la pêche au Brésil, à renforcer le combat des communautés de pêche artisanale, où les femmes sont en première ligne pour réclamer le droit à une vie digne. ❏

L'autonomisation des femmes en ligne

Quoi de neuf sur le web ?



Ramya Rajagopalan
(ramya.rajagopalan@gmail.com),
Consultante à l'ICSF

FEMM désigne la Commission du Parlement européen chargée des Droits de la femme et de l'égalité des genres. Son site web est un outil pour partager l'information, mieux faire connaître le mandat et les réalisations de cette commission. En dépit de multiples succès dans l'affirmation de la place qui revient à la femme, il existe encore de nombreux cas, dans toutes les sphères de la vie (sociale, culturelle, politique et économique), où les femmes ne sont pas traitées sur un pied d'égalité.

Les principales préoccupations portent sur l'écart de rémunération, la pauvreté chez les femmes, leur sous-représentation dans les instances de décision, la traite des êtres humains et la violence contre les femmes et les enfants (<http://www.europarl.europa.eu/committees/fr/femm/home.html>)

Ce site est une source d'informations sur toutes les activités entreprises par la Commission. On y a ajouté récemment un projet de rapport concernant des mesures spécifiques dans le cadre de la PCP (Politique commune de la pêche) pour développer le rôle des femmes :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+COMPARL+PE-519.712+01+NOT+XML+V0//FR>

Des onglets permettent d'accéder à de nombreux aspects : travaux de la Commission, sa composition, ses diverses publications... Il y a aussi une partie multimédia qui permet notamment de voir des vidéos de certaines réunions :

<http://www.europarl.europa.eu/ep-live/fr/committees/video?event=20131127-1000-COMMITTEE-PECH-FEMM> ❏

Avenir incertain

Des ressources financières et de gestion en baisse menacent la continuité de réseaux comme AKTEA qui ont joué un si grand rôle pour mettre en évidence la contribution des femmes aux pêches européennes

Katia Frangoudes
(Katia.Frangoudes@univ-brest.fr) et **Marja Bekendam** (Info@hoekman-bekendam.nl),
réseau AKTEA

Créé en 2006, AKTEA est le réseau européen des organisations de femmes de la pêche. Ces femmes ont des activités diverses : certaines aident leurs compagnons pêcheurs, d'autres récoltent des coquillages, d'autres réparent les filets. Grâce à une action soutenue, ces organisations sont devenues des parties prenantes importantes dans la filière pêche et sont parvenues à influencer sur les politiques relatives à ce secteur.

Les femmes de la pêche européenne se font maintenant les avocates des aspects sociaux de ce secteur et tiennent une place importante dans la gestion de la ressource. Certaines sont membres de Conseils consultatifs régionaux et donnent leurs avis à la Commission européenne. Les autorités considèrent souvent que les femmes ont l'esprit plus ouvert que les hommes dans les débats sur des questions cruciales concernant la pêche. Or, au bout de vingt années d'activité, il se trouve que ces organisations sont confrontées à de sérieuses difficultés. Ces structures fonctionnent sur la base du bénévolat, ce qui ne leur permet pas de construire des projets sur le long terme. Elles ont besoin d'un appui financier et de gestion de la part des autorités pour

contribuer pleinement au développement d'une politique de pêche durable. Sans un tel soutien, elles cesseront d'exister.

Aujourd'hui, comme d'autres organisations de ce secteur, AKTEA est confronté à de nombreuses difficultés. L'avenir d'AKTEA était donc au centre de l'ordre du jour de son assemblée générale annuelle qui avait lieu le 15 octobre 2013 à Bruxelles. Le réseau a de plus en plus de mal à poursuivre ses activités habituelles. Depuis trois ans, il n'avait pas tenu sa réunion annuelle, il n'avait pas publié son bulletin semestriel. Le chapitre de la communication entre les membres (toujours un véritable défi étant donné la diversité des langues parlées en Europe) représente des dépenses importantes.

Lors de la dernière assemblée annuelle, on demandait aux participantes de répondre aux deux questions suivantes : Avons-nous encore besoin de ce réseau ? Si oui, pour faire quoi ?

De l'avis général, il était clair que les membres souhaitaient que le réseau continue à vivre ; premièrement parce qu'AKTEA est le seul forum où les femmes de la pêche de différents pays européens peuvent échanger leurs expériences, deuxièmement parce que le réseau joue un rôle important pour promouvoir et rendre plus visible la contribution des femmes aux pêches de l'Union Européenne.

Pour ses membres, le réseau AKTEA est une précieuse source d'information sur les institutions et politiques européennes. Pour ces raisons, les organisations en faisant partie décidaient de rédiger une déclaration à l'adresse des décideurs, de la Commission et

ANNIE CASTALDO



À l'Assemblée générale d'AKTEA, le 15 octobre 2013 à Bruxelles. Pour ses membres, ce réseau est une précieuse source d'information sur les institutions et politiques européennes

Ces organisations de femmes ont besoin d'un appui financier et de gestion de la part des autorités pour contribuer pleinement au développement d'une politique de pêche durable.

du Parlement de l'UE, pour expliquer le rôle et l'importance d'AKTEA pour les femmes de la pêche et pour chercher des financements indispensables à la continuation du réseau. Pour obtenir un appui financier de la part d'institutions européennes, il faut d'abord convaincre les décideurs de l'UE de l'intérêt d'AKTEA. La déclaration dira qu'il contribue à la construction de l'UE en offrant un espace où les femmes, en tant que citoyennes européennes, apprennent à mieux connaître l'Europe et les États membres.

La mise en œuvre de politiques européennes relatives à l'égalité entre hommes et femmes a ouvert la porte à des fonds structurels UE pour les femmes. Le Fonds européen pour la pêche (FEP) actuel et le prochain Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) ont commencé à accorder plus d'attention aux initiatives des femmes au niveau de l'entreprise de pêche et de l'action collective. Dans le cadre de l'entreprise de pêche, les femmes peuvent faire une demande de financement pour aider à la diversification de leurs activités. Au niveau collectif, des fonds sont disponibles pour le réseautage. Dans la pratique cependant, peu de pays prêtent attention aux mesures introduites par le FEP en faveur de l'égalité hommes-femmes, et les initiatives de femmes financées par les fonds structurels sont peu nombreuses. Ce manque d'attention oblige les organisations féminines à s'interroger sur leur rôle, sur leur existence et leur acceptation dans l'espace public.

Les Actions envisagées pour appliquer la stratégie européenne en matière d'égalité entre hommes et femmes pour la période

2010-2015 qui accompagnent la Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions (COM 2010 491, SEC 2010-1080) évoquent aussi les femmes de la pêche. Il est notamment proposé « d'aider les États membres à promouvoir l'égalité des sexes dans les programmes du FEP en tirant les leçons de l'évaluation à mi-parcours », et de « créer un réseau pan-européen de femmes actives dans le secteur de la pêche et les régions côtières afin d'améliorer la visibilité de ces femmes et d'établir une plateforme pour l'échange des meilleures pratiques ». Lors du processus de consultation pour la feuille de route européenne sur l'égalité, le réseau AKTEA a fait état de ces propositions d'action. Bien que ces propositions aient été acceptées par la Commissaire européenne chargée de la pêche au cours d'une audition publique (2010) à la commission Pêche du Parlement européen, les organisations des femmes de la pêche attendent toujours. Cette longue attente aura des effets préjudiciables à la fois pour AKTEA et pour les organisations nationales qui ont contribué à améliorer les droits des femmes dans la filière pêche et à formuler des politiques de la pêche soucieuses des aspects sociaux.

Les femmes de la pêche aimeraient croire que cette dernière demande de soutien financier trouvera un écho plus favorable que les appels précédents auprès des autorités. La triste vérité est que, en l'absence d'une aide adéquate, la majorité des organisations de pêcheurs disparaîtront bientôt. ❖

OCÉANIE

AUSTRALIE

Pour faire face

Dans une communauté côtière du Territoire du Nord, les femmes sont prêtes à s'adapter au changement climatique et à développer l'aquaculture

Lisa Petheram (lisa.petheram@gmail.com), Université nationale australienne, et **Natasha Stacey** (natasha.stacey@cdu.edu.au), Université Charles Darwin

Au large de la côte nord de l'Australie se trouve l'île de South Goulburn où vit la petite communauté autochtone de Waruwi. L'anglais n'est pas la première langue de l'endroit ; les iliens parlent habituellement une, deux ou trois langues aborigènes, plus communément le Maung. Pendant la saison sèche particulièrement, il y a beaucoup de déplacements en direction ou en provenance d'autres régions, surtout vers la Terre d'Arnhem sur le continent et la ville de Darwin, située à 280 km au sud ouest, qui est reliée à l'île par un avion postal.

La communauté de Waruwi a toujours été dépendante des ressources marines et pratiquait

des activités de subsistance. Mais elle est maintenant confrontée à un avenir de plus en plus incertain à cause des effets délétères du changement climatique.

Dans le cadre de notre recherche sur le changement climatique, en 2012-2013, nous avons entrepris une série d'entretiens et d'ateliers avec les femmes de l'endroit afin d'améliorer notre compréhension sur les aspects suivants : dépendance par rapport aux ressources marines, façons de percevoir le changement climatique, l'aquaculture comme moyen d'adaptation aux effets de ce changement.

Un réchauffement de la planète remettrait en cause la sécurité alimentaire de cette population à cause de plusieurs facteurs étroitement liés. Premièrement, une bonne partie de son alimentation traditionnelle (*bush foods*) provient de la pêche, de la chasse ou de la cueillette dans les écosystèmes côtiers, donc très exposés au changement climatique. Deuxièmement, si leur équilibre est bouleversé, cela conduira à une dépendance accrue par rapport aux apports extérieurs (pour des denrées alimentaires supplémentaires, et autres

biens et services) afin de compenser les pénuries locales. Et cette dépendance peut également être compromise si l'accès à l'île devenait impossible sous l'effet de conditions climatiques sévères et imprévisibles et de plus en plus fréquentes.

Pour notre recherche, nous avons utilisé un certain nombre de techniques participatives et individuelles : diagrammes, jeux de société, vidéos, ebooks... Les entretiens et conversations ont eu lieu surtout avec les femmes, mais on a également inclus un certain nombre d'hommes pour ne pas passer à côté d'informations importantes.

Les communautés autochtones du nord de l'Australie conservent une relation dense et complexe avec certains éléments de leur environnement. La récolte de ressources marines est importante pour procurer une nourriture fraîche à la famille et la parenté élargie, pour donner de l'exercice physique, favoriser l'équilibre affectif et mental, pour maintenir et transmettre les savoirs traditionnels. La connaissance de ces savoirs (notamment en matière d'écosystèmes marins) fait partie intégrante de la construction de la personnalité, de l'identité des îliens.

Tous les gens à qui nous avons parlé avaient une activité de cueillette plus ou moins développée, mais ils achetaient aussi une bonne partie de la nourriture au magasin local qui importe des denrées généralement élaborées, et chères. Il y avait donc des variations dans le volume et la fréquence des récoltes suivant les familles, les sexes, les classes d'âge et les saisons. La cueillette se pratique apparemment beaucoup moins aujourd'hui qu'il y a cinquante ans, mais un bon nombre de personnes ont exprimé un ardent désir d'avoir la possibilité de récolter davantage, citant souvent comme principales difficultés en la matière le manque de moyens de transport, des problèmes de santé et

de mobilité, et aussi les occupations familiales et le travail.

Les gens que nous avons rencontrés comprenaient mal les notions associées au changement climatique, le réchauffement planétaire et les gaz à effet de serre, par exemple. Beaucoup pensaient que ce phénomène se produisait ailleurs seulement. Mais quand on approfondissait les conversations, ils disaient souvent avoir en effet observé des modifications inhabituelles et inexplicables dans l'environnement : érosion des plages, élévation du niveau de la mer, nouvelles conditions météorologiques, évolution de la distribution, de l'abondance et du goût de certaines plantes ou espèces animales. Surtout parmi les plus âgés, beaucoup exprimaient leur préoccupation quant à ces changements et au fait que la communauté s'éloignait de certaines pratiques coutumières et perdait son savoir local. Le caractère imprévisible de l'environnement était source d'inquiétude et d'impuissance dans l'esprit de nombreuses personnes.

Malgré la nouveauté de ces problèmes, lorsque la discussion était lancée puis suivie d'ateliers et d'entretiens, les gens comprenaient facilement que le changement climatique est une conséquence de l'activité humaine sur l'environnement. Cela correspond bien d'ailleurs à leur propre vision des choses : un réseau d'éléments interconnectés, dynamiques mettant en jeu les humains et le monde physique en général. Les gens voulaient en savoir plus sur les raisons du changement climatique et sur la façon dont d'autres communautés réagissaient à ce phénomène.

Sur la question de l'adaptation pour l'avenir, la plupart évoquaient la nécessité de renforcer les capacités de la communauté et de faire usage des connaissances coutumières. Beaucoup étaient aussi ouverts à l'idée d'incorporer au besoin des connaissances scientifiques occidentales dans

On constatait... une forte préférence pour une aquaculture faiblement intensive, respectueuse de la culture, dirigée par la communauté.

Une résolution qui fera date

Les Nations Unies ont adopté une résolution importante pour protéger les défenseurs des droits des femmes, en demandant à tous les États de condamner publiquement les violences faites aux femmes et en permettant aux militants de cette cause d'accéder librement aux organismes onusiens.

Des pays africains, le Vatican, l'Iran, la Russie, la Chine et les États musulmans conservateurs ont cherché à affaiblir la résolution qui demande donc à tous les États de condamner aussi publiquement les violences à l'encontre des défenseurs des droits des femmes, de modifier les législations qui les empêchent d'agir. Finalement, dans le but d'obtenir un consensus, le groupe chargé de rédiger le projet de résolution (pilote par la Norvège) a dû supprimer le passage condamnant *toute forme de violence à l'égard des femmes*.

Geir Sjoberg, négociateur en chef du gouvernement norvégien sur cette résolution, a déclaré : « La communauté internationale a envoyé un message clair. Il est inacceptable de criminaliser, stigmatiser ou restreindre les activités des défenseurs des droits des femmes ». Il a ajouté que l'objectif principal est maintenant de faire en sorte que les gouvernements respectent les engagements pris dans le texte.

La campagne en faveur des défenseurs des droits des femmes avait bénéficié d'une formidable impulsion ces derniers mois grâce à Malala Yousafzai, la jeune pakistanaise gravement blessée à la tête par un Taliban pour son action en faveur de l'éducation des filles, et à Denis Mukwege, médecin dans la République démocratique du Congo, un moment contraint à l'exil à cause de son travail en faveur des victimes de viol. ❏

Dates

Ramya Rajagopalan
(ramya.rajagopalan@gmail.com), Consultante à l'ICSF



Femmes récoltant des huîtres sur la côte. La population de Warruwi a toujours compté sur les ressources marines et la cueillette pour assurer sa subsistance

la gestion et la planification. L'indépendance, la responsabilisation et l'autonomie étaient des thèmes qui revenaient fréquemment dans les conversations. Et pour pouvoir s'adapter aux évolutions en cours, il fallait qu'il y ait une meilleure communication avec la communauté, une meilleure formation chez les adultes et à l'école, plus la participation de la population aux prises de décision. On a également suggéré de se mettre en contact avec les communautés côtières qui traitent ce problème en Australie et dans la région Asie-Pacifique. Les gens n'étaient pas au courant des politiques d'adaptation en cours d'élaboration par les autorités du Territoire du Nord et le Gouvernement fédéral ; mais beaucoup ont dit qu'ils aimeraient bien participer au processus décisionnel local dans ce domaine.

Dans les discussions menées lors de notre enquête, les participants de différents âges semblaient avoir une forte relation avec leur passé et leur moi actuel, mais pas tellement de relation émotionnelle avec leur moi à venir. Leur regard sur le futur différait fortement des façons occidentales de concevoir les choses. La notion occidentale du temps est habituellement linéaire : le temps se déplace de manière unidirectionnelle dans la matrice conjuguée de l'espace et du temps, ouverte à l'intervention humaine délibérée. Les gens de Warruwi, par contre, tout comme bien d'autres peuples autochtones, ont une notion cyclique du temps. Cela apparaît notamment dans une manière de raconter des histoires qui (comme l'ont souligné un certain nombre de chercheurs) se tourne aisément vers les origines de la création : les êtres viennent de la terre et retournent à la terre à leur mort. Cette différence de point de vue a une répercussion évidente sur les façons d'envisager et d'élaborer les politiques d'adaptation au changement climatique entre responsables politiques, populations autochtones locales et autres parties concernées.

En matière de stratégie d'adaptation possible, les femmes de Warruwi sont très favorables à un développement de l'aquaculture dans la région, en particulier avec des espèces locales (huîtres, concombres de mer, palourdes géantes...). Nous avons donc essayé de relier notre recherche à la stratégie du Gouvernement du Territoire du Nord visant à développer sur l'île de Goulburn une activité aquacole communautaire à faible technicité.

On constatait une compréhension limitée de la logistique et de l'échelle d'une aquaculture commerciale, avec une forte préférence pour une aquaculture faiblement intensive, respectueuse de la culture, dirigée par la communauté et recevant un certain appui de la Direction des Pêches du Territoire du Nord et d'autres scientifiques. Pour ce qui est des décisions à prendre en matière d'aquaculture et d'adaptation, beaucoup ont exprimé leur confiance dans la Yagbani Aboriginal Corporation, structure communautaire récemment créée. Ils ont également dit avoir confiance dans les conseils et la compétence des spécialistes des pêches. Il était cependant évident que la communication entre la communauté et ces spécialistes qui mènent actuellement des essais a besoin d'être améliorée. Pour que l'aquaculture puisse réussir comme stratégie d'adaptation durable, les acteurs extérieurs devront respecter les coutumes locales, les façons de voir des gens du lieu, en accordant suffisamment d'attention à certains aspects : développement de la communication et de la confiance, d'un appui et d'un engagement véritables, d'une participation de la communauté aux prises de décision.

Parce qu'il n'existe pas, dans un contexte d'incertitudes liées au changement climatique, de modèle clé en main d'aquaculture pour les communautés autochtones éloignées dans le Territoire du Nord, tout projet d'appui au développement de cette activité devra se fonder sur des principes inspirés de la *gestion adaptative* et sur les *meilleurs paris* en matière d'élevage d'espèces marines et de gestion d'entreprise. Et il faudra conserver beaucoup de souplesse dans la démarche.

Afin de parvenir à un cadre culturel partagé pour ce qui est de concevoir les plans d'avenir, on recommande de procéder à des exercices de projection dans le futur soigneusement préparés avec l'ensemble des parties prenantes. Il serait bon également d'avoir recours à des passeurs de connaissances (y compris des traducteurs) pour faire le lien entre la communauté et d'autres parties prenantes, cela pour rendre plus compréhensibles et accessibles des notions clés en matière de climat, d'adaptation, d'aquaculture et de planification. Il faudra établir de nouveaux partenariats, des réseaux entre divers groupes autochtones et les parties concernées, ce qui permettrait d'obtenir des appuis, d'encourager l'apprentissage au sein des groupes, de parvenir à de nouvelles façons de concevoir le monde et d'y vivre. ■

La solution est dans la coopération

Les femmes de la pêche de Mumbai effectuent une visite révélatrice à SEWA, le plus ancien et le plus important mouvement coopératif féminin polyvalent de l'Inde

Shuddhawati S Peke
(shuddhawati@gmail.com), Associée de programme à l'ICSF

Au fil des générations, les femmes de la pêche de l'État du Maharashtra, sur la côte occidentale de l'Inde, ont vendu du poisson. À Mumbai, capitale du Maharashtra et aussi capitale économique du pays, on compte 53 marchés au poisson municipaux et environ 70 marchés de rue, sans compter les innombrables vendeuses qui font du porte à porte à travers cette ville et ses banlieues. Selon le recensement maritime de 2010, c'est dans cet État qu'on trouve le plus grand nombre de poissonnières. Aujourd'hui, et pour la première fois, ces femmes sont en train de s'organiser.

Elles faisaient partie traditionnellement d'une union syndicale de pêcheurs plus large (Maharashtra Macchimar Kruti Samittee, ou MMKS), affiliée au Forum national des pêcheurs (NFF), mais leurs problèmes n'avaient jamais été pleinement pris en charge par ce syndicat. Pour corriger cette sérieuse lacune, elles ont maintenant décidé de mettre sur pied leur propre organisation : un espace où s'exprimeront leurs préoccupations, qui pourront alors trouver un écho dans les

politiques et processus décisionnels concernant la gouvernance du secteur de la pêche.

Pour catalyser ce travail d'organisation, Nalini Nayak, Membre de l'ICSF et aussi l'une des fondatrices de SEWA (Association des travailleuses indépendantes) dans l'État du Kerala, suggérait une visite découverte de SEWA à Ahmedabad dans l'État voisin du Gujarat. SEWA est la plus ancienne et la plus importante union syndicale féminine du monde du travail en Inde. Née de la lutte des ouvrières du textile d'A Ahmedabad en 1972 sous l'impulsion d'Elaben Bhatt, militante gandhienne et juriste, cette organisation est maintenant présente dans 14 États de l'Inde et compte plus de 1 million d'adhérentes. Elle a pour principal objectif de rendre plus visibles les travailleuses du secteur informel, et mène pour cela une double stratégie, faite de luttes et d'activités constructives, en impliquant ces femmes dans des syndicats et des coopératives.

Une équipe de sept personnes (trois femmes de MMKS, la signataire du présent article représentant l'ICSF, trois personnes du Gujarat) s'est rendue au siège de SEWA en septembre 2013. Ce voyage de quatre jours incluait des visites à des coopératives féminines actives dans différentes branches : assurance, banque, santé, produits laitiers, pêche, agriculture (production et vente), restauration, nettoyage, vente de

SHUDDHAWATI PEKE / ICSF



Assemblée générale annuelle de VimoSEWA, la branche assurance de SEWA pour les adhérentes et leur famille

Dans une société patriarcale comme l'Inde, une opération menée entièrement par des femmes constitue un défi au statu quo.

légumes, santé, formation, services (garde d'enfants...).

Le premier jour, l'équipe a été invitée à assister à la quatrième Assemblée générale annuelle de VimoSEWA, une mutuelle d'assurances nationale, première du genre, constituée pour offrir une protection sociale aux femmes de l'économie informelle. Auparavant, pour assurer ses adhérentes, SEWA faisait appel à la Life Insurance Corporation gouvernementale. VimoSEWA a été lancée en 2009 pour fournir donc un système de micro-assurances aux travailleuses indépendantes pauvres et à leur famille. La réunion a montré qu'il est difficile de convaincre des femmes aux revenus bien faibles de reconnaître l'importance d'une assurance et de payer régulièrement une prime d'assurance. Une femme du secteur, appelée *veemasathi*, aide à éduquer les femmes dans ce domaine, pour effectuer une demande de remboursement, par exemple. Sur les 4 420 demandes traitées par VimoSEWA en 2012, seulement 15 % ont été rejetées. Les polices d'assurance proposent des options qui vont de 3 000 roupies (49 dollars) à 25 000 roupies (409,5 dollars) : assurance-vie, santé, décès accidentel, habitation. À cette Assemblée générale, il y avait des représentants de plusieurs grandes sociétés d'assurance, comme la Life Insurance Corporation et Larsen and Toubro sur lesquelles SEWA s'est adossée. Miraiben, la Présidente de la mutuelle, a déclaré : « Lorsque nous avons de la force, ces sociétés établissent des contacts avec des groupes vulnérables comme nous : notre force collective repose sur notre pouvoir de négociation ».

La halte suivante de l'équipe était aussi à Ahmedabad, au marché au poisson de Chamanpura (l'un des trois de cette ville) qui vend surtout des espèces d'eau douce. Avec les poissonnières de la localité, SEWA s'est beaucoup battue pour acquérir un terrain municipal pour ce marché. Auparavant les femmes vendaient leur poisson au bord de la route. Maintenant elles ont, sous le pont, un endroit pour lequel elles versent un petit loyer à la municipalité. Elles ont leur propre structure coopérative appelée Shree Matsyagandha Womens' SEWA Co-operative Society Limited, laquelle met à leur disposition un local pour entreposer les invendus, une bascule et un bureau. Suruchiben, de SEWA, travaille avec les femmes de la pêche et de l'agriculture. Elle expose aux visiteuses le modèle de base de son organisation. Dès qu'une femme est rattachée à une coopérative correspondant à

son activité ou à une union syndicale SEWA, elle est automatiquement connectée à tous les autres services de l'organisation. Cela inclut l'assurance via VimoSEWA, le crédit, l'épargne et l'investissement via la banque SEWA. Elle est aussi rattachée à la fédération coopérative au niveau de l'État, et par là elle peut bénéficier de temps en temps de possibilités de renforcement des capacités et d'autres services de formation. Une intervenante de terrain de SEWA aide chaque groupe de travailleuses à se réunir et à apprendre comment mener leur affaire grâce à la coopération, comment déclarer une structure coopérative, être en contact avec le reste de SEWA, développer des compétences de leadership...

Le jour suivant, l'équipe est partie pour le village de Vekeraia près de Nal Sarova. C'est une région bien connue pour son très grand lac, ses marais et sa réserve d'oiseaux. Les pêcheurs du lieu (Musulmans pour la plupart) font aussi le guide pour les touristes. Généralement, les hommes s'occupent à la fois de prendre le poisson et de le vendre ; mais une coopérative féminine les a aidés à établir aussi un réseau de marchés locaux. Si les membres de la coopérative sont donc des femmes, la gestion est faite par des hommes, choisis par les gens du syndicat dans chaque village. Les femmes aident à préparer les sorties de pêche, s'occupent des tâches ménagères, participent à l'activité coopérative. Les responsables de la coopérative achètent le poisson pour la journée et le transportent au dépôt à Ahmedabad, d'où il est distribué à des marchés comme Chamanpura. À Mumbai les poissonnières doivent se rendre dans les sites de débarquement pour avoir leur marchandise ; à Chamapura, elles passent commande et sont livrées sur place.

L'équipe a ensuite rendu visite à une coopérative d'agricultrices. SEWA a aidé cette structure à louer une terre inculte à l'État pour une période de vingt ans et à obtenir une formation via des institutions agricoles. Cet espace aride est maintenant devenu une exploitation biologique. Ses fruits et légumes sont transportés par camionnette jusqu'à la ville, où ils se vendent à bon prix. La coopérative pratique en plus l'écotourisme, en prenant en charge à la ville des touristes auxquels on fait voir des paysages, à qui on fait goûter des plats de qualité, à qui on offre une petite fête traditionnelle à l'arrivée et au départ.

Cette coopérative a été tournée en ridicule par le *panchayat* (conseil de village), a subi la présence d'animaux sauvages sur la ferme, mais elle a pris des forces grâce au soutien constant

de SEWA. Quand cette terre est devenue productive, on a tenté de l'enlever aux femmes, qui ont pu résister cette fois encore avec l'appui de SEWA.

On entend une histoire semblable à Pethapur où, dans une filière lait dominée par les hommes, SEWA fait marcher une coopérative laitière. La production apportée par les femmes est mesurée en quantité et en teneur en matière grasse. Toutes les transactions sont consignées sur ordinateur et sur un registre papier. La comptabilité est bien tenue et facilement consultable par les adhérentes. Les femmes (dont certaines sont semi-analphabètes) se débrouillent bien avec l'ordinateur. Dans une société patriarcale comme l'Inde, une opération menée entièrement par des femmes constitue un défi au statu quo : SEWA a dû se battre à chaque étape.

À Ahmedabad, l'équipe a aussi rendu visite à l'un des marchés APMC (Comité de commercialisation des produits agricoles) où deux femmes ont osé se lancer dans la vente en gros dans une filière jusque-là complètement contrôlée par les hommes. Malgré les oppositions et les moqueries du début, ce magasin géré par SEWA fournit des légumes aux revendeuses du secteur. SEWA a en fait mis sur pied un réseau dynamique de coopératives agricoles pour des femmes pauvres dans un contexte où les coopératives agricoles sont généralement dominées par de gros agriculteurs et négociants.

La SEWA Bank est une autre initiative unique en son genre lancée en 1974 par Elaben Bhatt pour encourager l'épargne parmi les femmes pauvres et fournir des services de crédit, d'assurance et de pension. Il y a actuellement sept agences dans les secteurs essentiellement populaires d'Ahmedabad. Cela a démarré avec 4 000 femmes, chacune apportant 10 roupies (0,16 dollar). On compte maintenant 96 921 actionnaires et 448 434 adhérentes. Les produits d'épargne, prêts et investissements sont élaborés pour correspondre aux besoins des âges de la vie des femmes. Il y a le plan *Kishori Gold* (pour faire face au mariage de sa fille, par exemple), le plan d'épargne-logement, le plan micro-retraite. La Banque a aussi des *bank sathis* (bénévoles), des programmes d'éducation financière et de conseils en gestion, tout cela afin de tendre la main aux femmes sur le chemin de leur indépendance financière.

Aujourd'hui SEWA représente une force dans le monde du travail en Inde. Bon nombre de politiques gouvernementales ont été influencées par ses efforts de plaidoyer : la formulation de la politique relative aux vendeurs de rue, la réduction des taux d'intérêts bancaires généraux de 9-16 % à 4 % pour les coopératives féminines...

Cette visite à SEWA a été une source d'inspiration pour nous toutes. Pour les poissonnières de retour à Mumbai, bien décidées à constituer un syndicat et à se défendre face à l'Administration et aux organismes officiels de la pêche, il y a encore du chemin à parcourir. Nous avons besoin de solides coopératives de femmes (parce que jusqu'à présent les coopératives de pêche n'ont servi que les intérêts des hommes), d'une meilleure couverture sociale, d'un bon accès au crédit et à l'épargne. Les efforts de SEWA au bout de quarante ans donnent de splendides fruits. Pour les femmes de la pêche à Mumbai, c'est tout juste le début, l'espoir d'un avenir meilleur. ❖

Entretien avec Kulsuma Begum, 35 ans, de Kutubdia Para, un secteur de Cox's Bazar au Bangladesh

Moqbul Ahmed (moqbul@coastbd.org), COAST, Cox's Bazar, Bangladesh

Décrivez le travail que vous faites ?

Mon travail consiste à traiter, sécher le poisson à Nazirartek, Cox's Bazar.

Quels sont, pour vous-même et les autres femmes, les principaux problèmes ?

Nous avons beaucoup de problèmes. Premièrement, notre salaire journalier est très bas : seulement 100-150 taka (entre 1 et 2 dollars). Et pourtant nous faisons beaucoup d'heures : de 6 h du matin à 7 h du soir. Il n'y a pas de toilettes convenables pour nous : plus d'une centaine de femmes doivent aller dans un coin découvert. En plus, il n'y a pas de savon ni assez d'eau pour se nettoyer. La pause déjeuner est vraiment trop courte : à peine le temps d'avaler quelque chose. Nous n'avons pas d'abri pour travailler, et nous sommes obligées d'être dehors dans la chaleur et la poussière. En plus de cela, le propriétaire de cet atelier de séchage a tout le temps des mots injurieux à notre égard.

A-t-on créé une association pour défendre ces travailleuses ?

Non.

Qu'est-ce qui devrait changer dans les conditions de travail ? Que devrait faire le gouvernement ?

Nous sommes des journalières, nos salaires sont bas, nos heures sont très longues. On veut une augmentation, on veut des toilettes convenables, et de l'eau et du savon. Et il y a aussi la question du manger. Nous devons quitter le domicile très tôt pour être au travail à 6 h. Très souvent le casse-croute que nous amenons est gâté quand arrive la pause déjeuner, et on est obligée de le jeter. On ne trouve pas de la nourriture dans le voisinage. C'est un gros problème. Nous réclamons au propriétaire de prévoir pour nous un repas à midi. ❖

MAMA YEMAYA

... donne la réponse !



DOCUMENTAIRES

WAWATA TOPU—Les sirènes du Timor-Leste, 33 minutes, en anglais

Film de David Palazón et Enrique Alonso

Nilanjana Biswas
(nilanjanabiswas@
yahoo.com),
chercheuse
indépendante

Le film démarre par des vues splendides sous l'eau : bancs de poissons virevoltant dans les récifs coralliens comme s'ils dansaient au son de la mélodie obsédante que fait entendre le générique, tandis que des poissons clowns se tortillent parmi les tentacules des anémones blanches chaloupantes. Et soudain voici là des femmes entourées de poissons dans un basculement de lumière, avec à la main des sortes de longs bâtons, et avançant d'un pas de danse dans les eaux bleues.

Ces wawata topu, décrites comme des sirènes du Timor-Leste dans le titre du film, sont des femmes plongeurs du village d'Adara sur l'île d'Atauro-ouest du Timor-Leste. Le film suit quelques-unes d'entre elles (comme Sara, 18 ans, et Angelica, 15 ans), et nous apprenons que la communauté vit de la pêche et d'une agriculture de subsistance. Le maïs, que les femmes écrasent au pilon dans de grands mortiers en bois, constitue la nourriture de base. Dans les jardins, on fait pousser légumes et fruits, on élève volailles et cochons. Et la forêt est une source pérenne de nourriture pour les villageois : feuilles comestibles et autres denrées diverses. L'autre source de vie c'est la mer.

Et les hommes et les femmes vont pêcher dans de petites embarcations artisanales, avec des filets et des harpons. Les longs bâtons des premières séquences sont en fait des fusils-arbalètes, utilisés au quotidien et par les plongeurs qui marchent au fond ou nagent sur les récifs, l'arme à la main, des lunettes sur les yeux à la recherche de poissons et de poulpes. Hommes, femmes et enfants pêchent en plongée. Le métier vient en grandissant : c'est comme pour apprendre à marcher.

L'ordre ancien est cependant en train de changer. Les couples qui avancent en âge voudraient bien que leurs enfants les soulagent

d'une tâche difficile ; mais la réalité est bien rude. Contrairement à leurs parents, les enfants ont été à l'école et leur certificat est le plus souvent un billet aller sans retour vers les possibilités qu'offrirait une ville lointaine. D'autres discours contradictoires façonnent la vie de ces wawata topu. Les attentes concernant la coutume du barlake (échange/prix de la mariée) évoluent. Aucune partie ne souhaitant perdre une précieuse main-d'œuvre, la famille de la mariée et celle du marié espèrent que le jeune couple viendra s'installer chez elle après le versement du barlake. Les rapports de force entre hommes et femmes changent aussi sous la pression de la modernité. Les hommes, qui ne sont pas gênés par les tâches domestiques, peuvent prendre des espèces de poissons plus grandes, plus chères, en laissant aux femmes de petites captures qu'elles iront vendre au loin.

Comme disent les auteurs, ce film constitue un portrait ethnographique qui montre la contribution essentielle des femmes à l'économie du ménage et à la communauté de pêche en général. Sans utiliser voix-off ni commentaire, par seulement le biais d'entretiens et d'images extrêmement bien prises, il réussit à traduire très réellement la situation d'une population sur le point de vivre une grande mutation. Il a été tourné dans un lointain village des mers du Sud, mais il illustre bien les dilemmes universels qui accompagnent la modernité. Il soulève des questions qui concernent la survie, l'avenir des communautés de pêche artisanale partout.

Voir www.facebook.com/wawatatopu 



PUBLIÉ PAR
Chandrika Sharma pour
Collectif international d'appui
aux travailleurs de la pêche

27 College Road
Chennai 600 006, Inde
tél: (91) 44 2827 5303
fax: (91) 44 2825 4457
courriel: icsf@icsf.net
site Internet: www.icsf.net

PRÉPARÉ PAR
Nilanjana Biswas
TRADUCTION
Gildas Le Bihan
ILLUSTRATIONS DE
Sandesh
(sandeshcartoonist@gmail.com)
MISE EN PAGE
P. Sivasakthivel
IMPRIMÉ PAR : L.S. Graphic Prints
Chennai 600 002

Les articles soumis par vous ou d'autres devront comporter 500 mots au maximum. Ils porteront sur des questions qui concernent directement les femmes et les hommes du monde de la pêche, sur des publications récentes, des réunions où la situation et l'action des femmes sont évoquées. Nous serions aussi heureux de recevoir des « tranches de vie » racontant les efforts de femmes et d'hommes qui militent pour une pêche durable et

pour que la société reconnaisse leur apport à ce secteur d'activité. Ajoutez deux ou trois lignes sur l'auteur.

Faites-nous part de vos commentaires et de vos suggestions pour améliorer le contenu de ce bulletin. Indiquez-nous aussi le nom de personnes susceptibles d'être intéressées par cette initiative. Nous serons très heureux de recevoir votre courrier et des articles à publier.